

Employabilité des jeunes

La CPG signe un accord avec le CIAN

Maxime Serge MIHINDOU

Paris/France

EN marge de la rencontre du gouvernement avec le Mouvement des entreprises de France (Medef), la Confédération patronale gabonaise et le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) ont signé, le vendredi 24 mars au siège du Medef, un accord portant sur la coopération dans le déploiement du programme « RH Excellence Afrique » au Gabon. La convention a été paraphée entre le président du

Conseil d'administration du Cian, Alexandre Vilgrain, et le président de la CPG, Alain Bâ Oumar.

Le programme REA vise à renforcer la qualité de l'enseignement professionnel en Afrique, ainsi que l'employabilité des jeunes.

Centré sur les niveaux Bac -3 à Bac +3, il cherche tout d'abord à amener les instituts d'enseignement existants à un niveau d'excellence. Après avoir satisfait une cinquantaine de critères, les filières des établissements se voient décerner une certification « RH Excellence Afrique »,



Photo : D.R.

Echange des documents après accord signé à Paris entre le patron de la CPG, Alain Bâ Oumar (g) et le PCA du CIAN, Alexandre Vilgrain.

qui manifeste la bonne qualité de leur enseignement.

Ensuite, le programme REA met en place et organise un dialogue institutionnel entre les instituts d'enseignement et le monde économique, c'est-à-dire les entreprises. Ces dernières peuvent être gabonaises, panafricaines ou françaises.

L'équilibre entre les tailles et les secteurs des différentes entreprises sera un élément de diversité important.

Enfin, REA assistera les établissements de formation à prendre le virage des

nouvelles technologies d'enseignements (digital, e-learning), et pourra mutualiser leurs besoins.

Le Cian est une organisation patronale privée française, qui rassemble des entreprises industrielles et de services, grands groupes ou PME-PMI, investissant en Afrique. Il compte 160 entreprises membres qui réalisent en Afrique un chiffre d'affaires de 60 milliards d'euros environs (40 000 milliards de francs), soit 80% de l'activité économique française en Afrique.